

Tournai: les policiers en ont marre de jouer les gardiens de prison

Création : mercredi 30 décembre 2015 14:03

Ce mardi soir, le SLFP Police et le SNPS ont demandé au pouvoir politique d'agir. Les policiers en ont marre de remplacer les gardiens de prison et ont demandé au Collège de ne plus envoyer de policier dans les prisons.

Les syndicats ne revendiquent pas à tort et à travers.



Ce mardi soir, lors du conseil de police, le SLFP Police et le SNPS ont interpellé le Collège de la zone de police du Tournaisis en front commun syndical. Les policiers ont été clairs, ils ne veulent plus assumer le rôle des gardiens de prison. Les syndicats ont demandé au pouvoir politique local de jeter un pavé dans la mare et de relayer leurs doléances au Fédéral. « Nous ne sommes pas là pour revendiquer à tort et à travers », a expliqué sereinement le président du SLFP pour le Hainaut Philippe Bailly. « Les gardiens de prison sont en grève pour des raisons pécuniaires et ce n'est pas le rôle du policier de les remplacer de manière systématique ». Notre pays étant toujours en alerte 3 selon l'OCAM, Philippe Bailly met en avant les répercussions pour le citoyen. « Les policiers qui sont dans les couloirs de la prison, personne ne les remplace dans les rues pour assurer la sécurité. Notre requête est simple, nous demandons à exercer notre travail de policier ». Pour les policiers cette charge de travail supplémentaire s'ajoute aux différentes missions qu'il faut accomplir en ces temps de menace terroriste.

« Pas un policier n'a rechigné à effectuer ces missions supplémentaires. Pourtant, je peux vous assurer qu'ils sont sur les rotules. Mais quand il faut faire le job, personne ne se plaint. C'est tout autre chose quand il faut assurer un travail pour lequel les policiers n'ont pas été formés ».



Tournai: les policiers en ont marre de jouer les gardiens de prison

Création : mercredi 30 décembre 2015 14:03

Les décideurs politiques locaux ont été invités à ne plus envoyer de policiers dans les prisons, « si on dit toujours oui amen, rien ne bougera », lançait un policier présent dans la salle du conseil.

Le président de la zone de police Paul-Olivier Delannois a joué franc-jeu. « Je ne peux pas vous promettre une telle décision du jour au lendemain. Il y a beaucoup de paramètres qui entrent en jeu. Mais comptez sur moi pour foutre le bordel au niveau du Fédéral. Je parle ici avec ma casquette de député et dès janvier, j'interpellerai le ministre et je vais relayer vos propos. Et je pense que ce conseil de police se mettra aussi d'accord sur un texte qui résumera cette situation qui est un problème, c'est évident ».